

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 214 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 27 NOVEMBRE 1975

ROI D'ESPAGNE

A la N.A.F., nous ne sommes pas partisans d'une "Internationale blanche", et les avatars des monarchies étrangères n'ont jamais entamé notre volonté d'action royaliste, que nous concevons dans le seul cadre français.

Cela dit, comment se désintéresser de l'avenir de la monarchie espagnole ? Non pour y projeter nos rêves, ou pour y appliquer des schémas. Non pour établir des comparaisons qui ne font jamais de bonnes raisons, ou pour recopier, à notre usage, la longue histoire qui a fait de Juan Carlos le Roi d'Espagne. Mais pour réfléchir, le plus objectivement possible, aux chances de cette restauration : en dépit de conditions historiques, politiques, sociales et économiques profondément différentes, quelle occasion d'étudier les stratégies politiques réelles - qui ne sont jamais celles des manuels - et de reprendre la grande question du pouvoir !

Méditations théoriques ? Elles furent au contraire au centre du premier discours de Juan Carlos 1er. Discours prudent, a-t-on dit, de la part du successeur d'une longue dictature. Mais discours de Roi ! D'un roi qui ne tient pas sa couronne d'un simple général, mais de " la tradition historique", des "lois fondamentales du royaume" et " du mandat légitime des Espagnols". C'est déjà, par delà les pronostics en tout genre, l'affirmation tranquille de l'indépendance du pouvoir royal à l'égard du passé que représente, irrémédiablement, le franquisme. C'est déjà l'affirmation d'une légitimité qui ne doit rien à l'argent, à la violence ou aux partis puisqu'elle se fonde sur une tradition profonde, sur des lois intangibles, et sur une adhésion populaire qui s'est déjà manifestée en 1947 et qui pourrait être une nouvelle fois sollicitée.

Souhaitée par Juan Carlos, cette relation étroite entre la monarchie et le peuple est d'abord affaire de justice et de liberté. Il faudra bien sûr attendre de longs mois pour juger la politique royale, encore que son intervention dans l'affaire marocaine ait été remarquable comme le rappelait André Malraux. Mais comment ne pas souligner que, dès le premier jour, le Roi d'Espagne ait tenu à déclarer que " un ordre juste, égal pour tous permet de reconnaître dans l'unité du royaume et de l'état, les particularités régionales comme une expression de la diversité des peuples qui constituent la réalité sacrée de l'Espagne. Le Roi veut être le roi de tous et de chacun en ce qui concerne sa culture, son histoire et sa tradition".

Une telle phrase fera sursauter les jacobins d'Espagne et de France. Mais ne peuvent-ils pas comprendre qu'un roi peut reconnaître toutes les diversités et toutes les libertés parcequ'il est l'incarnation de l'unité, l'expression vivante d'un passé, d'un présent et d'un avenir, en quoi chacun se reconnaît ?

.../...

Simple paroles, dira-t-on. Mais aucun dictateur, aucun Président de la République ne pourrait sérieusement les prononcer, faute d'éprouver cette assurance tranquille que donne l'enracinement dans une histoire, et l'alliance profonde d'un roi et d'un peuple.

Gardons nous cependant de toute idéalisation, Juan Carlos 1er peut connaître le sort d'Alphonse XIII ou, plus cruellement encore, celui d'Alexandre de Yougoslavie. Sur le plan juridique, sa liberté est loin d'être totale. Et l'exercice de son pouvoir se heurtera aux partis et aux féodalités qui ont vécu du pouvoir franquiste ou qui aspirent à le remplacer. Il y a les "phalangistes" qui, bras levé (et parfois Croix de Fer en sautoir) se livraient le 22 novembre à leurs manifestations indécentes. Il y a la caste des profiteurs qui se confondit avec le pouvoir franquiste. Il y a le clan américain représenté par le marquis de Villaverde. Il y a les chefs de partis vaincus en 1939, qui cachent mal leur appétit de pouvoir, rêvant d'en découdre alors qu'il s'agit de réconcilier.

Le fardeau est lourd et il y a tant d'obstacles ... Mais qu'on s'appelle Juan Carlos, Charles de Gaulle ou Henri IV, on ne choisit ni le moment, ni le terrain, ni l'adversaire - qu'il s'agisse de la IV^e République ou de la guerre civile, on est toujours l'héritier de quelque chose ou de quelqu'un. Cela peut être un atout, ou bien une tare. Mais cela ne préjuge de rien. Car une révolution n'est pas l'affaire de blindés ou de barricades, mais de pouvoir, de patience, de volonté. Comme la politique qui peut y conduire, elle est un long chemin. En Espagne comme en France, seul un roi est en mesure de s'y engager.

Bertrand RENOUVIN

FRANCE-ALGERIE : LE GACHIS

A quoi bon les voyages ? Malgré la visite triomphale de Giscard à Alger en avril dernier, les relations économiques franco-algériennes ne cessent de se dégrader. D'une part les négociations ELF-SONATRACH ont été rompues à cause des positions excessivement dures de la France, tandis que l'Algérie renonçait à l'échange de camions français contre du pétrole. D'autre part on notera que :

- l'accord sur la construction d'une usine Renault à Oran a été rompu ;
- c'est I.T.T.-Espagne qui remplacera la C.I.T.-ALCATEL (filiale de la Compagnie Générale d'Electricité) pour la construction d'une usine d'équipement téléphonique, et assurera pour l'avenir le développement du réseau algérien;
- que l'Algérie a finalement choisi le procédé PAL de télévision en couleur, de préférence au SECAM.

Les Etats-Unis, l'Italie et l'Allemagne profitent de ces échecs. Pourtant l'amitié entre l'Algérie et la France n'est pas un vain mot. Mais il est vrai que certains, au gouvernement et dans l'administration, s'emploient depuis longtemps à la démolir. La désinvolture giscardienne fait le reste ...

P.C.F. - P.C.I. MEME COMBAT ?

Après une année de relations très orageuses marquées notamment par une opposition complète à propos du Portugal, les P.C. français et italien ont procédé à de spectaculaires retrouvailles en signant à Rome un document commun. Ce document réaffirme la nécessité au sein d'un Etat socialiste de la pluralité des partis et de la préservation des grandes libertés conquises par les "révolutions démocratiques-bourgeoises". Est ce le signe que Marchais reprend le pas au sein du P.C.F. sur Leroy ? On verra au congrès de février. En tout cas, cinq jours après la signature du document, l'"Humanité" dirigée par Roland Leroy n'y a toujours pas consacré le moindre bout d'éditorial .

QUE VEULENT LES BRETONS ?

Sondage inquiétant de la S.O.F.R.E.S. (publié par le Nouvel Observateur du 24.11) pour 49 % des Bretons les difficultés régionales viennent de la situation géographique excentrée de la péninsule. Comme si la façade atlantique de la France était inaménageable ! Le système jacobin sous la forme des technocraties d'Etat (28 %) et des notables locaux asservis (5 %) n'est dénoncé que par une minorité. Plus grave encore : 81 % des sondés souhaitent que la Bretagne garde son statut administratif actuel. Il est vrai que le sondage ne proposait comme alternative au statu quo que la stupide indépendance (3 %) et l'autonomie (12 %) qui évoque souvent en Bretagne le régionalisme collaborationniste des années 40-44. N'empêche ! L'école et la télévision d'Etat ont su faire intérioriser à une population une partie de l'idéologie jacobine - dont elle a pourtant énormément souffert depuis un siècle.

"AILLEURS"

Le 16 novembre, l'Union des Jeunes pour le Progrès (U.J.P.) a réaffirmé son indépendance à l'égard du pouvoir giscardien comme de l'union de la gauche en choisissant comme président M. Bernard Loth - malgré quelques tentatives confuses pour faire triompher une tendance favorable à la "majorité". Ayant très courageusement refusé de soutenir Giscard aux présidentielles, l'U.J.P. a connu les moments difficiles des dissidences qui naissent de la fidélité à une idée. Ce qui n'empêche pas le dialogue, comme les jeunes gaullistes l'ont montré à plusieurs reprises.

EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT -

§ A moins d'un imprévu, les Journées Royalistes Nationales auront lieu les 6 et 7 février prochain à Versailles. La préparation de ces journées fera l'objet de directives particulières à nos amis. Mais il est important de savoir tout de suite que leur succès ne sera assuré que si tous nos lecteurs, adhérents, militants et sympathisants y participent.

§ Le "plan méthodique de formation" est disponible. Destiné plus spécialement aux animateurs de cercles d'études, il sera néanmoins utilisé avec profit par tous ceux qui sont amenés à "enseigner" autour d'eux le projet politique de la N.A.F.. Nous le demander en joignant 3 timbres à 0,80 f.

§ Le vendredi 21 novembre, à Paris au lycée Faidy, les lycéens de la N.A.F. qui distribuaient un tract ont été attaqués. La presse (Le Monde du 23.11 et France-Soir du 25.11) a donné de cet incident une version totalement fautive. La direction de la N.A.F. a immédiatement protesté auprès de ces deux organes de presse. Un lycéen de la N.A.F. avait déjà été victime l'année dernière dans le même lycée d'une agression particulièrement grave se soldant par trois semaines d'hôpital. Il est clair que, tant que l'administration de ce lycée tolérera la présence de bandes armées, de tels incidents ne pourront que se reproduire, risquant à chaque fois de dégénérer en une escalade de violence que, pour notre part nous réprouvons sans réserve.

§ Nous avons lancé fin septembre une grande souscription auprès de nos lecteurs, pour le soutien de la N.A.F.. Nombreux sont ceux qui y ont déjà répondu et nous les en remercions vivement. Mais l'effort intensif que nous fournissons en ce moment tant sur le plan de la promotion de la N.A.F. journal, que par l'organisation de nombreuses sessions, l'édition de nouvelles affiches et d'un matériel de propagande plus adapté a multiplié nos dépenses qui ont de beaucoup dépassé nos prévisions initiales. ALORS AIDEZ NOUS envoyez nous vos dons les plus généreux possibles (à l'ordre de la N.A.F. C.C.P. 193-14 Paris, en précisant "pour la souscription"). Merci d'avance.

DOONNEES

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Le marché des produits agricoles a connu ces dernières années une augmentation très importante des prix. En 1974 les prix des produits alimentaires ont augmenté de 32 % par rapport à l'année précédente. On se souvient en particulier de la hausse vertigineuse du prix du sucre en 1974 : à la bourse de Londres, le cours est passé de 395 dollars en janvier à 1520 dollars en novembre avant de retomber à 420 dollars en mai 1975 (d'ou pour les spéculateurs, de très graves ennuis sur lesquels nous reviendrons). Comme pour le sucre, les prix alimentaires connaissent maintenant une phase descendante, mais à des périodes et avec une ampleur très variables selon les produits.

Pourquoi de telles variations ? Les conditions climatiques jouent évidemment un rôle considérable dans le niveau annuel de l'offre de produits agricoles, la rareté entraînant des hausses de prix, et l'abondance des mouvements de baisse. Mais les mouvements de prix sont également le résultat de *politiques volontaires* de la part des grands pays producteurs qui, augmentant ou diminuant productions et stocks, déclenchent à leur gré des mouvements de hausse ou de baisse des prix.

Quels pays ? Il faut souligner que les principaux *vendeurs* de produits agricoles sont des pays développés (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine). C'est là une donnée de fait, qui résulte du sol, du climat et de l'espace. De même les principaux *acheteurs* de produits agricoles sont aussi des pays industrialisés (Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Italie, Japon). Donc les principaux courants d'échanges (sauf pour les produits secondaires comme le thé, le café et le cacao) ne passent pas par les pays sous-développés, en proie à une famine endémique.

Ce qui signifie que, sur le marché des matières premières, les pays sous-développés sont toujours perdants puisque, sur le marché industriel, les pays riches, seuls capables de transformer les produits, sont également en position de force.

Riches contre pauvres ? Sans doute, mais avec des hiérarchies à l'intérieur de chaque camp. Dans les pays sous-développés, les plus malheureux sont ceux qui, n'ayant aucune matière première, subissent sans pouvoir réagir les hausses de prix - du blé au pétrole. Chez les riches, dans le domaine agricole, les Etats Unis sont les véritables maîtres du jeu : disposant à la fois de l'espace, d'un climat favorable, d'une excellente productivité (mécanisation, vastes exploitations, petit nombre d'agriculteurs), ils ont une capacité de production considérable, qui n'est jamais totalement utilisée. Il n'est donc pas étonnant que les Etats-Unis soient le premier exportateur mondial de produits agricoles et que, dans leur balance commerciale, le poste "agriculture" soit plus important que le poste "industrie". D'où, pour les Etats-Unis, la possibilité de faire monter ou baisser les prix au gré de leurs intérêts et de leur politique mondiale. C'est ainsi que la hausse du prix du blé en 1972-73 (supérieure à celle du pétrole) correspondait à une double volonté : rétablir l'équilibre de la balance commerciale américaine et faire payer au Tiers-monde son soutien aux pays arabes.

De même la politique de dons agricoles poursuivie par Washington n'est jamais désintéressée : s'ils veulent survivre, les pays déshérités doivent accepter la présence politique du "grand frère" américain. D'ailleurs, certaines déclarations de KISSINGER montrent que le chantage à la famine, à la pénurie et à l'inflation fait partie de l'arsenal diplomatique des Etats-Unis.

Le marché des produits agricoles ? Un autre aspects de l'impérialisme américain.

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "la lettre de la N.A.F."

et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F

Règlements : C.C.P. N.A.F. 193-14 Paris